

CD du 4 décembre 2013.

Camarades,

S'il fallait résumer par un mot la situation politique et sociale du moment, celle menée par le gouvernement, il s'agirait de citer le mot IMPASSE !!

- Impasse économique
- impasse sociale.
- Impasse grave et stratégique, sans solution de rechange.

Jours après jours, mois après mois nous ne pouvons que constater que la politique menée par ces semblants de socialiste n'a plus aucune assise, de moins en moins de soutien populaire, une légitimité en berne.

Notre pays est dans l'impasse.

La politique menée par François Hollande et Jean Marc Ayrault en est la première responsable.

Responsable par le choix d'un néolibéralisme assumé qui tourne délibérément le dos aux engagements de campagne pour décliner sur tous les tons les réalités d'un capitalisme et les choix d'un libéralisme soumis aux dictats des banques de l'Europe de l'argent.

Responsable du choix de tourner le dos aux valeurs mêmes de la gauche et du mouvement progressiste de ce pays, enracinées pourtant dans l'histoire.

(L'affaire Léonarda ; l'ADN pour les syndicalistes)

Responsable de prolonger et d'amplifier l'échec creusé par dix ans de politiques de droite avec un refus obstiné de s'attaquer à la racine de la crise : le pouvoir de la finance.

Responsable de poursuivre et d'aggraver les politiques d'austérité, de poursuivre la multiplication des cadeaux aux grandes entreprises au nom de la compétitivité et de la baisse du coût du travail.

Les citoyens de notre pays ne peuvent que constater l'état des renoncements gouvernementaux chaque jour plus grand.

Cette situation provoque le désarroi de millions de citoyens de gauche qui ont voulu le changement en mai 2012.

Tous nos efforts doivent donc tendre à réunir dans l'action cet électorat déboussolé, à redonner un sens et une perspective d'avenir car nous sommes conscients que poursuivre sur une telle voie est porteur de dangers de fracture économique, politiques et sociales difficiles à surmonter.

Notre pays est confronté à une nouvelle hémorragie d'emplois industriels.

Après 30 ans de mondialisation il va s'en dire que partout en France nos emplois nos modes de vie ont changé...ont été remis en cause.

Il est désormais certain que l'époque des trente glorieuses est bien loin, que nous ne sommes plus, mais alors plus du tout dans un phénomène d'ascension sociale dont tout le monde peut bénéficier... mais bien au contraire dans un phénomène d'inversion ... de régression.

Depuis plus de trente ans donc, la mondialisation pèse de tout son poids sur notre économie et celle-ci a bien entendu un impact sans précédent sur nos vies sur nos territoires.

Cet impact à un goût amer mais il est devenu progressivement le quotidien des français, victimes d'un capitalisme mondialisé, abandonnés par les gouvernants par les politiques publiques... Nous vivons, subissons une société où le peuple ses territoires sont sans cesse confronté au risque du déclassement social...

Aujourd'hui nous pouvons considérer que nous vivons dans deux France. Une France métropolitaine où l'on a vu se spécialiser l'économie dans des secteurs qualifiés, autour de grandes villes (Paris Lille Rennes Nantes Nancy Bordeaux Toulouse Tours Orléans pour ne citer qu'elles) et une France périphérique au delà des grandes métropoles, une France où la ruralité est synonyme de travail précaire, de temps partiel d'éloignement de l'emploi avec un accès aux services publics restreints, des frais de routes et de transports exorbitants.

Deux poids deux mesures présents dans le quotidien des français... mais une réalité autrement plus sombre avec une hémorragie chaque jour grandissante de l'emploi industriel dans des secteurs jusque là épargnés (l'agroalimentaire) et d'autres sacrifiés sur l'autel du capitalisme et des boursicoteurs à l'instar du groupe Fagor Brandt dans notre département dans le vendomois par exemple où près de 220 ouvriers sont dans l'attente de leur sort ...

Il me semble donc tout à fait logique que nous Communistes, membres du FdG, soyons en mesure de nous donner les moyens de construire un projet politique. Les deux échéances électorales de 2014 seront donc capitales. Elles s'inscrivent dans le travail initié par les forces du Front de gauche pour construire les rassemblements majoritaires auxquels nous aspirons.

Les élections municipales, dans lesquelles nous combattons en toutes circonstances les ambitions de la droite et de l'extrême-droite, sont l'occasion de construire des victoires ou des points d'appui utiles aux populations, capables de faire la démonstration que, contrairement au discours gouvernemental, la mise en œuvre de choix politiques de gauche est possible. Elles peuvent promouvoir une réappropriation citoyenne des pouvoirs locaux, et du coup contribuer à

l'engagement citoyen pour la modification des rapports de forces nationaux. Elles s'inscrivent dans la visée du Front de gauche de rendre majoritaire des projets transformateurs à gauche. Elles sont l'occasion d'élargir le rassemblement à des femmes et des hommes venus de tous les horizons de la gauche et en accord avec ces projets.

Les désaccords qui ont surgi dans certaines villes entre forces du Front de gauche sur la configuration des listes de premier tour ne doivent pas contrarier l'effort d'ensemble que les forces du Front de gauche ont à produire dans ce sens. Dans le même esprit, pour le PCF le rassemblement de toutes les forces de gauche au second tour pour battre la droite et l'extrême droite doit être la règle.

Soyons présent et arborons fièrement nos revendications et nos propositions en faveur de nos territoires ruraux. Dénonçons l'inégalité de traitement des communes en matière de dotation de l'Etat : avec par ex 64 euros de DGF/habitant en moyenne pour le rural et 128 Euros pour l'urbain. Sans forcer le trait et sans vouloir opposer les territoires ruraux et les territoires urbains rappelons les charges de fonctionnement qui caractérise la ruralité : les nouveaux rythmes scolaires 150 euros/ enfants ; le très haut débit 450 Euros pour les communes et communautés ; la voirie 25 à 30000 euros/kms ; l'abandon de l'ATESAT ; les agences postales ; la diminution des attributions de compensation ; la baisse des dotations en tout genre les surcouts pour les administrés qui vivent avec peu ou pas de transport en commun, l'obligation d'un véhicule pour faire les courses ; aller chez le médecin et surtout l'augmentation réel du cout de la vie face à une population paupérisée aux revenus souvent modeste.

Une volonté certaine depuis la réforme des collectivités l'acte 3 de la décentralisation d'en finir avec les communes au bénéfice des EPCI d'éloigner toujours et encore le politique des citoyens de technocratiser nos territoires sans implantation ni implication de terrain un peu à l'image de ce que représente l'Europe pour certains de nos concitoyens.

Il nous faut toujours et encor mettre et remettre en cause les politiques menées depuis trente ans mais réagir par rapport à une volonté de remettre en place une grande politique d'aménagement du territoire.

La reconstruction d'un modèle social enrayant les inégalités passera également et cela dès le 25 mai 2014 par les élections européennes ; élections européennes qui seront, elles, le moment d'un intense affrontement pour sortir l'Europe de l'ornière dramatique de l'austérité, du libéralisme et de l'autoritarisme. Nous refusons cette Europe là. Nous voulons que se lève dans toute l'Europe un front large et uni contre l'austérité en rassemblant sur un projet de gauche pour la refondation de l'Europe. Projet visant à maintenir l'emploi les services publics, à réorienter l'économie, à changer les statuts de la banque centrale européenne et surtout, une Europe démocratique qui associe les peuples et les assemblées en

amont des décisions européennes.

Nous sommes dans le combat et avons le besoin de reprendre le chemin d'un mouvement durable d'action politique visible et permanente comme celui de dimanche par exemple ou le rassemblement du 30 novembre à Romorantin afin d'inscrire dans le paysage de notre territoire, de notre département, de la France et de l'Europe l'intérêt de montrer les possibilités de changer la situation.

Nous voulons lever dans les urnes les 23 et 30 mars prochain le 25 mai un mouvement massif de protestation de demande de rupture avec les logiques d'austérité pour des solutions de progrès sociale.

C'est à cela que nous devons consacrer tous nos efforts dans la période à venir en ayant l'ambition de faire rentrer dans le parlement européen dans les municipalités de très nombreux élus porteurs de cette exigence nos exigences.

Jean Michel Mijeon secrétaire fédéral du Loir et Cher.